



Le cercle d'experts « Observation PACA Conjoncture » (OPC) travaille à l'identification d'objets sensibles, c'est à dire des secteurs d'activités, des territoires ou des publics qui risquent d'être fragilisés par les effets de la conjoncture. L'objectif n'est pas tant d'être exhaustif mais de produire un diagnostic partagé au service des pouvoirs publics régionaux et des partenaires économiques et sociaux.

Communiqué n° 16

Rédaction finalisée le 17 juillet 2014

DIRECCTE SESE – RÉGION PACA SEOP – DR INSEE PACA – PÔLE EMPLOI PACA SEE – BANQUE DE FRANCE – ORM

La croissance reviendrait mais ne décollerait pas

Au **1^{er} trimestre 2014**, à l'exception de l'Allemagne, l'activité dans les économies avancées a été dans l'ensemble moins dynamique que prévu, tandis que le ralentissement des économies émergentes s'est confirmé. Dans la **zone euro**, le PIB a globalement augmenté de 0,2 % par rapport au trimestre précédent mais les pays de la zone ont connu des fortunes diverses : la croissance du PIB a accéléré en Allemagne et en Espagne, alors qu'elle est restée atone dans le reste de la zone euro, notamment en France et en Italie.

Dans le cadre du maintien de la stabilité des prix, la Banque centrale européenne a pris des mesures début juin visant à donner une orientation accommodante supplémentaire à la politique monétaire européenne et à soutenir le crédit à l'économie réelle : nouvelles réductions des taux directeurs, opérations ciblées de refinancement à plus long terme. Prises dans leur ensemble, ces mesures contribueront à ramener les taux d'inflation à des niveaux plus proche de 2 %.

En **France**, l'activité a stagné au 1^{er} trimestre 2014 avec, outre la contraction de la demande mondiale, des facteurs qui lui sont propres : en particulier le contrecoup d'achats anticipés de véhicules fin 2013 et la baisse des dépenses d'énergie, du fait d'un hiver particulièrement doux.

Selon les prévisions de l'Insee, la dissipation de ces facteurs ponctuels défavorables permettrait un léger rebond au printemps 2014. En France, comme dans la zone euro, la reprise de l'activité serait toutefois modeste (+ 0,3 % au 2^e trimestre). Ces prévisions sont convergentes avec celles de la Banque de France, formulées au travers de l'Indicateur synthétique mensuel d'activité (ISMA), qui anticipe une croissance de + 0,2 % au 2^e trimestre. Au second semestre 2014, la croissance en France se consoliderait, selon l'Insee, sans toutefois accélérer (+ 0,3 % par trimestre). En moyenne sur l'année, le PIB croîtrait de 0,7 % en 2014 après + 0,4 % en 2012 et 2013.

En **PACA**, les prévisions faites en début d'année par la Banque de France laissaient augurer une amélioration de la situation économique et une reprise des investissements. Toutefois, les analyses récentes tendraient à démontrer que cette reprise serait à la fois très progressive et non linéaire. Depuis le début de l'année alors que la demande internationale s'est raffermie, la demande nationale paraît plus atone.

Selon l'enquête de la Banque de France, les carnets de commandes se sont globalement raffermis dans l'industrie, les stocks sont en adéquation avec le volume d'activité et le taux d'utilisation des capacités productives a quasiment retrouvé son niveau de longue période. A un niveau d'analyse plus fin, l'activité poursuit sa progression dans les secteurs de la chimie et de la fabrication de composants électroniques alors que les progrès sont encore modérés dans le secteur de la métallurgie et que l'activité se maintient à de bons niveaux dans la fabrication de matériels de transport. Dans les services marchands, la demande et le courant d'affaires se sont progressivement renforcés, principalement dans les secteurs de la communication, l'ingénierie, l'intérim et l'hébergement. Dans le bâtiment, face à une demande moins active, la stabilité de la production est observée dans le gros œuvre et dans le second œuvre. Dans les travaux publics, l'activité est encore orientée à la hausse sur le 2^e trimestre, à la faveur de chantiers structurants mais non récurrents. Au regard de la faiblesse de la demande, aucune amélioration significative de l'activité n'est attendue à court terme. L'Insee dresse le même diagnostic pour le secteur de la construction : indicateurs d'activité mal orientés ; brusque interruption de la hausse du nombre de chantiers de logements neufs au 1^{er} trimestre 2014 (- 18,4 %, après + 9,4 % au second semestre 2013) ; jugement des chefs d'entreprise des travaux publics de nouveau dégradé sur leurs perspectives d'activité.



L'intérim explique la baisse de l'emploi salarié

En **PACA**, au **1^{er} trimestre 2014**, l'emploi salarié dans les secteurs concurrentiels hors agriculture et particuliers employeurs a légèrement reculé (- 0,1 %, soit 800 emplois en moins).

Dans le tertiaire marchand hors intérim, l'emploi salarié est resté stable pour le deuxième trimestre consécutif. Après avoir progressé chaque trimestre de 2013, les effectifs dans le commerce se sont légèrement contractés (- 0,1 %), tandis que ceux des services marchands ont légèrement rebondi (+ 0,1 %, après - 0,2 % au 4^e trimestre 2013). Les sous-secteurs « activités financières et d'assurance » et « transport-logistique » ont gagné de nombreux emplois (respectivement + 400 et + 440 emplois, soit + 0,8 % et + 0,4 %), celui des « services aux entreprises », très dynamique en 2013, a enregistré des gains plus modérés (+ 0,1 %, après + 0,8 % au trimestre précédent). À l'opposé, l'« hébergement-restauration » a perdu de nombreux emplois (1 320 emplois détruits, soit - 1,3 %). Enfin, dans l'intérim, classé dans les services marchands au niveau régional, les effectifs se sont vivement contractés (890 emplois détruits, soit - 2,7 % au 1^{er} trimestre 2014, après + 4,7 % au trimestre précédent). Le secteur de la construction, dont les effectifs s'étaient contractés fin 2013, a renoué avec la hausse au 1^{er} trimestre 2014 (+ 0,3 %, soit 260 emplois créés). Enfin, dans le secteur de l'industrie, les effectifs ont baissé au 1^{er} trimestre 2014 : - 0,2 %, soit 360 emplois en moins. Après deux trimestres consécutifs de hausse, le nombre d'emplois dans le sous-secteur de « l'agro-alimentaire » a chuté (- 0,8 %, soit 230 emplois en moins), tandis que dans ceux de la « fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques ; fabrication de machines » et des « industries extractives, énergie, eau, gestion des déchets, raffinage », la baisse de l'emploi a perduré (respectivement - 0,8 % et - 0,3 %, après - 0,2 % chacun au trimestre précédent). Dans le sous-secteur de la « fabrication d'autres produits industriels » (40 % des effectifs industriels), les effectifs sont restés stables après le recul enregistré fin 2013 (- 0,5 %). Au final, seul le sous-secteur de la « fabrication de matériels de transport » a enregistré une nouvelle hausse (+ 0,6 %, soit + 90 emplois). Depuis mi 2010, les effectifs de ce secteur ne cessent de progresser.

En **France métropolitaine**, les effectifs salariés hors agriculture et particuliers employeurs ont à nouveau reculé au 1^{er} trimestre 2014 (- 0,1 %, après + 0,1 % au trimestre précédent). Une baisse de 21 600 postes a été enregistrée. Les secteurs de l'industrie et de la construction ont continué d'enregistrer des pertes d'emplois (respectivement - 0,2 % et - 0,3 %). À l'inverse, l'emploi tertiaire marchand a connu un troisième trimestre consécutif de hausse (+ 0,2 %), soutenu notamment par les services marchands (+ 0,2 %). Comme en PACA, l'intérim a fortement reculé (- 4,8 %, soit - 26 000 postes), effaçant l'amélioration enregistrée au 4^e trimestre 2013 (+ 4,6 %). Selon les prévisions de l'Insee, la hausse de l'activité serait modeste. Malgré l'enrichissement de la croissance en emplois que génère le crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE), l'emploi marchand se stabiliserait sur le reste de l'année.

Stabilisation du taux de chômage, baisse de la demande d'emploi des jeunes femmes

En **PACA**, le taux de chômage localisé se stabilise au **1^{er} trimestre 2014** pour s'établir désormais à 11,2 % de la population active, soit 0.2 point de moins qu'un an auparavant. En **France métropolitaine**, où la diminution est similaire sur l'année, le taux de chômage au sens du BIT atteint 9,7 %.

Par ailleurs, d'après les dernières données disponibles sur le marché du travail, la hausse du nombre de demandeurs d'emploi n'ayant pas du tout travaillé (catégorie A) poursuit son ralentissement : la progression annuelle glissante passe de + 6,5 % à fin 2013 à + 4,5 % en **mai 2014**. A cette date, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi de catégorie A s'établit à 305 785 en PACA.

Seule, la demande d'emploi des moins de 25 ans baisse en évolution annuelle (- 2,5 %, soit - 1 130 demandeurs d'emploi) mais uniquement en raison du recul important de la demande d'emploi des jeunes femmes (- 5 %) alors qu'elle se stabilise pour les jeunes hommes.

Enfin, la progression annuelle (+ 12,5 %) de la demande d'emploi des seniors (50 ans et plus) se poursuit, certes à une vitesse moindre qu'à l'automne 2013, mais cinq fois plus rapidement que pour les demandeurs d'emplois de moins de 50 ans. Toujours en catégorie A, on dénombre 72 420 seniors inscrits sur les listes de Pôle Emploi, niveau jamais atteint en PACA.

Pour accéder aux informations issues de la dernière rencontre plénière, consulter :

<http://www.observacion-paca-conjoncture.org>, rubrique « suivi du dispositif Paca Conjoncture » au 18/07/2014

